

Communiqué du MRC 31. Février 2023.

Ré-industrialiser, vraiment ?

On pensait le temps de la mondialisation et des délocalisations industrielles derrière nous. Depuis maintenant plus de 2 ans, la nécessité de réindustrialiser la France est de tous les discours y compris de ceux qui n'ont eu de cesse de défendre des politiques libérales et macro-économiques dévastatrices pour l'emploi. Depuis plus de 30 ans, ils étaient peu nombreux, ceux qui comme au MRC, ont fustigé le concept de l'entreprise sans usines, d'une société de services et de libre consommation.

Le groupe historique toulousain Latécoère vient en tout cas d'annoncer à ses salariés que l'activité du site de Montredon à Toulouse allait être transférée avec ses machines sur les sites à bas coût du groupe en République tchèque et au Mexique d'ici fin 2024.

150 salariés sont concernés et d'aucuns pourront expliquer qu'en ces temps de pénurie de main d'œuvre dans le secteur aéronautique et plus particulièrement sur le bassin d'emploi toulousain, aucun de ces 150 salariés ne sera en difficulté pour retrouver un emploi. Certes...

Mais voilà, à l'heure où majorité parlementaire et opposition tout entière appellent à ré-industrialiser le pays, le cas de Latécoère démontre, s'il le fallait encore, comment un groupe industriel français peut en toute légalité se soustraire à cette volonté unanime.

En toute légalité, Latécoère, après avoir inauguré une usine toute neuve à grands coups de subventions publiques peut, cinq années plus tard, déménager ses machines payées par le contribuable français pour bénéficier de main d'œuvre à bas coût.

Pour rappel, sur un investissement de 47 millions d'€, Latécoère a pu bénéficier de l'achat d'un terrain en périphérie toulousaine à un prix compétitif de 35€/m² tout en vendant en centre-ville ses possessions industrielles à des promoteurs immobiliers. Dans le cadre du plan « Usine du Futur », l'Etat a versé 5,4 M€ et la Région via les fonds Feder pour plus de 800 k€.

Au-delà de l'usine elle-même, c'est une partie de la filière aéronautique française, celle concernée par la fabrication des pièces élémentaires mais plus généralement par le secteur de l'Aérostructure (tronçons des avions avant assemblage des avions, d'Airbus, d'ATR et de Dassault) qui doit être considérée. Après l'usine de Montredon, celle de Gimont dans le Gers sera probablement la prochaine fermeture tant les syndicats déplorent un sous-investissement chronique et la perte d'ores et déjà de certaines activités comme celle des portes d'avions des Boeing 777F.

Si les donneurs d'ordre français (plus de 70% du CA) devraient être concernés pour maintenir une fabrication dans les pays qui ont permis, par des politiques publiques, leur vrai essor, c'est aussi à l'Etat d'impulser et de guider les choix stratégiques de la filière aéronautique.

Si Bruno Lemaire était conséquent avec ses propos, il se doit d'agir sur le court terme pour que l'activité de fabrication des pièces élémentaires ne soit pas délocalisée mais également pour exiger sur le moyen terme une stratégie industrielle pour l'Aérostructure afin que cette dernière ne soit pas dépecée par petits bouts alors qu'un savoir-faire important existe dans des entreprises comme Latécoère, Daher ou autres équipementiers.

C'est parce que nous refusons de voir le secteur industriel de l'aéronautique se résumer au simple assemblage des avions sur Toulouse qu'il faut dès maintenant se préoccuper de garder un tissu d'équipementiers et de sous-traitants vivants. Ce sont eux qui apportent la vraie valeur ajoutée de cette industrie et qui développe l'emploi sur tout le territoire national.

Pour l'heure, notre soutien auprès des salariés est total pour un maintien de l'emploi productif sur l'usine de Toulouse. Le gouvernement doit trouver une solution pour que cesse le démantèlement d'une entreprise du patrimoine national, détenue par un fonds de pension américain dont on connaît la logique : celle de valoriser financièrement un groupe dont il s'était porté acquéreur en 2019 avant de s'en débarrasser une fois la plus-value effectuée.